

royaliste université

EDITORIAL

BILAN

D'UNE RENTRÉE

Que dire de la rentrée universitaire tant elle fut à bien des égards déroutante ? Pas vraiment catastrophique si l'on aborde les problèmes globalement, grave pour certaines universités, tranquille pour d'autres, si l'on voit les choses localement. Ainsi l'université de Nancy II a-t-elle fermé ses portes le 4 novembre dernier pour protester contre la suppression de 40% de ses crédits et heures complémentaires. L'université ne pouvait assurer les enseignements du second semestre. Le président de l'université de Nancy II, M. Bonnefont, reçu au ministère par M. Salomon, responsable du service financier, s'est vu répondre qu'aucune augmentation de la dotation globale n'était prévisible. De même à Paris X, où 12.000 heures complémentaires ont disparu, ou au Mans où 20% des heures complémentaires ont été supprimées, la fac de Lettres trinquant plus particulièrement avec 96% des heures en moins. En revanche, à Caen tout va très bien merci; les effectifs augmentent (+24%), les habilitations reviennent, et les crédits de fonctionnement ne manquent pas; idem à Nantes où l'on note seulement quelques heures complémentaires en moins.

suite en page 2

L'AVENIR DU FRANÇAIS

DOSSIER : pages 6, 7, 8



SOMMAIRE :

- Tribune - NAR page 2
- Propagande en uniforme, l'armée dans les lycées .. page 3
- Humeur, élections à Nanterre page 4
- Elections universitaires à Reims pages 4 et 5
- Action Royaliste page 5
- Dossier : quel avenir pour le français dans le domaine scientifique ? pages 6, 7 et 8
- Tribune - NAR pages 8 et 9
- La Corse contre Vercingétorix, le combat des lycéens nationalistes Corses page 9
- Vie pratique : l'abonnement auto-stop page 10

Le ministère répand donc le chaud et le froid, donnant aux uns et retirant aux autres. Politique bien étrange, qui vise à encourager les corporatismes locaux, les universités non touchées ne se mobilisant pas pour les autres... quand ça n'est pas au niveau de l'UER. Ici et là, quelques appels à l'unité d'action ont bien pourtant été lancés, comme au Mans, mais sans grand résultat.

Drôle de façon de résoudre les problèmes de l'Etat-providence; comment le gouvernement espère-t-il mobiliser les «masses» pour «faire entrer le changement à l'Université» et contribuer à la réussite de la future loi d'orientation ? D'autant qu'aux corporatismes locaux se sont superposés les corporatismes catégoriels. Ainsi, les syndicats enseignants ont-ils été plus préoccupés par les problèmes de recrutement de professeurs et d'assistants, de titularisation de vacataires, et par les décrets et propositions du ministère en ce domaine que par les suppressions de crédits et d'heures supplémentaires; même si, localement, les syndicats se sont mobilisés avec les syndicats étudiants; mais l'enthousiasme retombe vite.

En fait, M. Savary mène une politique ambiguë, semblant posséder une réelle volonté de transformer l'université et l'enseignement en général, il n'a pas été avare de consultations et de demandes de rapports, voulant agir en connaissance de cause, ce dont on ne saurait le blâmer.

Mais dans le même temps, il mène une politique visant à satisfaire temporairement les uns ou les autres ou à assurer une certaine tranquillité sociale, souvent au détriment de l'Université. Prendre des décrets sur les carrières universitaires avant le vote de la loi d'orientation, c'est déjà reconnaître peu ou prou la non-compétence des universités dans ce domaine et diminuer d'autant leur autonomie. La nouvelle loi d'orientation changera-t-elle la situation des universités ? Cette question ne manque pas de laisser perplexe.

J-M TISSIER

TRIBUNE - nar

Dans cette rubrique nous passons tous les articles et lettres que vous nous faites parvenir pour publication.

DEVIENT-ON ROYALISTE ?

Suis-je devenu royaliste ? Ne l'étais-je pas déjà en pensant que la démocratie devait être garantie par une justice indépendante des volontés particulières ? Je crois que peu à peu mon habituelle façon de penser s'est reconnue dont le principe de la royauté.

Adolescent, je véhiculais un royalisme affiché et recherché qui exprimait une volonté de me démarquer ou de redorer irresponsablement une tradition. Mais cette prétention était un abus. Ce royalisme n'était pas pensé. Chez un adolescent ça n'a pas de conséquences. Chez un adulte c'est beaucoup plus déplorable. Nous connaissons beaucoup de personnages qui propagent leur regret de n'être pas régnicoles avec des actions et des mots contraires aux fondements de la royauté, notamment de la royauté capétienne. Ceux-ci se réclament d'un royalisme qui a été dessiné et défini par les propres destructeurs de la monarchie en France : Grands des coteries, ultras, réactionnaires ...

La NAR a pleinement répondu à ce que j'attendais du royalisme.

Je n'y ai rencontré que des royalistes qui se situent dans la réalité, celle de l'histoire et celle d'aujourd'hui. A leurs yeux la république ne sera jamais la forme de la démocratie. La démocratie ne peut pas être garantie par l'arbitrage d'une fraction du peuple, même majoritaire. Le peuple n'assure pas sa souveraineté en se remettant entre les mains d'une partie de lui-même. Il la garantit en confiant la «charge publique» (selon les propres mots de Louis VI) d'arbitre, de régulateur et d'exécuteur du bien commun à un souverain.

Bertrand D. de M.
Saint-Pois

LE NÉCESSAIRE ARBITRE

Une France politiquement partagée en «Droite» et «Gauche», qui ne prend pas en compte les partis «extérieurs» à cette classification de la «Question», se tourne pleine d'espoir vers les Américains.

Une France où les «Quatre Grands» se disputent le Pouvoir depuis de nombreuses années, avec des programmes d'action maintenant poussiéreux et figés (sans nouvelles idées), donc voués irrémédiablement à l'effondrement, un jour ou l'autre.

Une France épuisée économiquement, inapte à réagir devant

suite en page 8

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

Nom : Prénom :

Adresse :

Année d'étude/Matière/Fac :

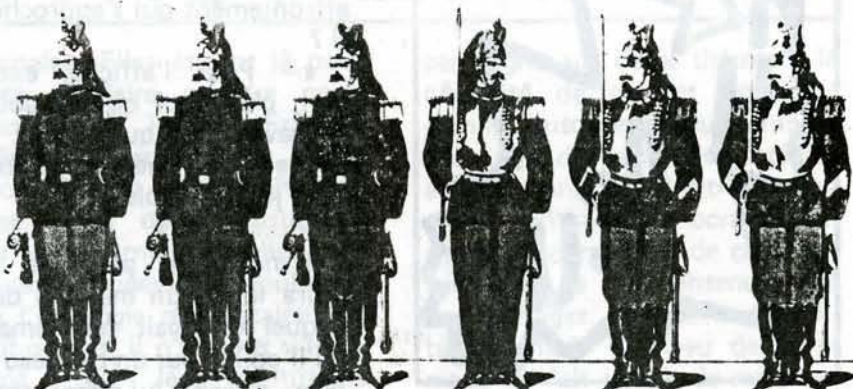
☐ s'abonne à «Royaliste-Université» (12 F pour 5 numéros - lycéens et étudiants - 30 F pour autres catégories - 50 F abt de soutien)

☐ commande 5 exemplaires du numéro 22 «spécial service national» et verse pour cela 12 F

☐ commande 90 affiches «La conscription c'est dépassé» (format : 35 cm/50 cm), et verse pour cela 39 F (franco de port)

CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris
Royaliste, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

PROPAGANDE EN UNIFORME



L'armée organise depuis maintenant quelques années une campagne d'information sur la Défense, les forces armées et le service national, dans les lycées.

Elle se présente sous forme de conférences qu'un officier volontaire anime dans différents établissements.

Et dans un article d'octobre 82, le mensuel «Armées d'Aujourd'hui» nous livre un entretien avec le jeune lieutenant, Philippe Levé, responsable pour le département des Charentes Maritimes.

On peut déjà s'interroger sur l'objectif de telles pratiques : à une époque où l'on refuse tous les débats politiques dans les lycées, on n'en accepte pas moins une propagande officielle.

Tout à fait officielle, puisqu'elle a été décidée au plus haut niveau; en effet à la veille de la signature de l'accord liant le

ministère de l'Education nationale à celui de la Défense, Pierre Mauroy demandait à Hernu et à Savary : «l'action nécessaire à une meilleure perception par les jeunes gens de la finalité de la Défense et du service national.»

Par ailleurs, les problèmes de fond ne paraissent pas avoir été soulevés : les questions des jeunes, notamment sur le «service différencié» sont éludées dans le mépris et le verbiage.

Cette attitude nous conforte dans l'idée que l'armée se trouve gênée chaque fois qu'il lui est nécessaire de se remettre en cause sur des sujets essentiels. Son esprit rétrograde et sclérosé, qu'elle inculque à ses cadres en raison de son extrême cloisonnement, n'est pas fait pour arranger les choses.

Sans aucune gêne, le même officier prétend qu'il existe un «consensus national» autour de la Défense; je cite «par-delà les querelles politiques, il n'y a pas de remise en cause de la dissuasion ou du Service national». C'est passer allègrement sous silence, certaines positions que la NAR n'est pas la seule à avoir adoptées. Et cela montre que le pouvoir de gauche ou de droite cherche toujours à s'attirer les bonnes grâces de l'Armée.

Placée par l'article 20 de la Constitution sous la tutelle du gouvernement, l'Armée trouve parfois ces théories en butte à celles des hommes au pouvoir.

Cependant, parce que le «clientélisme» électoral est loin d'avoir disparu, les ministres successifs sont bien obligés de faire

quelques concessions. Actuellement, l'Armée en est réduite à «retaper» dans les établissements scolaires, pour utiliser le mot d'un lycéen.

Cherchant, bien sûr, à donner une image de marque alléchante de l'Armée et de ses membres, ce jeune lieutenant pour expliquer le manque d'attrait qu'exerce les carrières militaires parmi les jeunes en vient à utiliser le sempiternel argument de «La Grande Muette».

C'est là l'expression d'un ressentiment acquis depuis bien longtemps. Mais il suffit de regarder autour de soi ou de relire l'Histoire pour constater combien grand est le désir d'autorité et de pouvoir que possède ce corps constitué en marge.

La réalisation de telles conférences par l'Armée ne serait pas un mal en soi, si elle ne s'effectuait pas uniquement avec les élèves intéressés (et non avec la présence obligatoire de toute la classe) et sans la présence des professeurs du moins en tant qu'enseignants.

Malheureusement, la situation présente ne ressemble que trop à l'embrigadement de la jeunesse.

Et ce n'est pas en se comportant de cette façon que l'Armée actuelle qui se retranche derrière l'intérêt général pour défendre un corporatisme caduc, aboutira à améliorer son image de marque.

X. DENIS-JUDICIS

«Dans un lycée» par le lieutenant Philippe Levé - «Aspects de la vie militaire» in «Armées d'aujourd'hui» (oct. 82).





Lu sur un tract des étudiants de l'UEC : «Le socialisme, l'aventure de notre temps...» (sic). De source généralement bien informée, on nous indique que ce tract n'aurait pas encore été distribué à l'université de Kaboul...

CHOSSES VUES

(et entendues) lors des élections des conseils d'UER à Nanterre-Droit.

Fin novembre, les royalistes nanterrois engagent leur campagne électorale par l'affichage d'un dazibao et de quelques tracts sur leur panneau, benoîtement confiants dans l'accord de «non-belligérance» et de bonne conduite passé entre toutes les organisations étudiantes de Nanterre sous l'égide de l'Administration.

Las, trois jours plus tard, le dazibao avait disparu sous une énorme affiche de l'UNEF-AGEN. Fous de douleur et d'une rage hélas impuissante (car ils se trouvaient momentanément démunis de colle et de brosse, nos militants jurèrent de laver l'affront pas l'apposition de nouvelles affiches monarchistes dès le lendemain. Ils tinrent parole. Le lendemain matin, alors que les ténèbres régnaient encore sur le campus, des ombres armées de brosses et de boîtes de petits pois vides (faisant office de seau à colle, NDLR) pénétraient dans la fac déserte et s'employèrent le plus rapidement qu'elles le pouvaient à restaurer leur panneau.

Soudain, 5 ou 6 militants de l'AGEN-UNEF surgirent. L'un deux aperçoit les royalistes, crie «Ah, c'est vous ?!...» et se dirige vers eux.

Est-ce l'inévitable et sanglant affrontement qui s'approche ainsi ?

«— Pour l'affiche, excusez-moi, c'est moi qui l'a collé, je ne savais pas que c'était votre panneau, ça ne se reproduira plus, je suis désolé...»

— ??? !!!

L'incroyable scène se reproduira lorsqu'un membre du PCI auquel on avait fait remarquer qu'il collait sur un panneau royaliste, arracha lui-même son affiche en marmonnant : «Excusez nous, les camarades y savaient pas...»

Décidément, le militantisme étudiant n'est plus ce qu'il était...

Mercredi 8 décembre, 1er jour de scrutin.

L'UNEF-ID a sorti l'artillerie lourde. Collage en force le matin même (au mépris des consignes administratives) et nuée de militants trotskystes dans le hall du bâtiment de droit, vantant les mérites du «syndicat-des-étudiants-représentatif-sur-toute-la-France».

Un accrochage verbal a lieu avec les communistes de l'AGEN-UNEF.

Tout y passe : la Pologne, le gouvernement et la CGT... sous l'œil réjoui des étudiants assistants à la joute.

A court d'argument, on se traitera même de «gnoue qui aurait besoin de faire un régime» (sic) ou de «bec de lièvre». Toutefois il n'y eut pas d'incidents notoires. Et les militants royalistes qui avaient passé la journée derrière les urnes ou à distribuer des tracts purent partir prendre un repos bien mérité.

Jeudi 10 décembre, 2ème et dernier jour de scrutin.

Au fur et à mesure que le dépouillement des bulletins progresse, le visage des militants de l'UNEF-ID se décompose...

Lors de la proclamation des résultats, l'UNEF-ID aura perdu 50% de ses sièges...

Les royalistes ? toujours pas de sièges, mais l'an prochain, vous allez voir ce que vous allez voir ...

ELECTIONS UNIVERSITAIRES A REIMS

Les élections des conseils UER, IUT... sont le temps fort de la première moitié de l'année universitaire. C'est aussi une possibilité donnée à quelques observateurs de mesurer l'implantation effective chez les étudiants des différentes forces politiques et syndicales.

A l'issue des scrutins nous pouvons dresser un bilan, outre l'habituelle constatation d'une faible participation qui semble s'effriter d'année en année, l'univers étudiant se détourne du syndicalisme traditionnel tout en demeurant sensible à un syndicalisme à visage humain.

Cette relative baisse d'influence des syndicats traditionnels se manifeste en premier lieu par le succès que les listes corporales ou indépendantes obtiennent au détriment des autres listes (IUT : 84% des sièges). Par ailleurs ce phénomène de desyndicalisation est accentué par la campagne ouvertement politique menée par les «listes des Etudiants d'opposition» (UNI, RPR, UDF, CNI...) ce qui leur a permis de gagner quelques sièges (surtout en droit) mais ils demeurent très minoritaires sur l'ensemble de l'université.

Pourquoi un tel désintérêt pour les syndicats ? Sans doute les querelles idéologiques sur des plateformes revendicatives quasi identiques exaspèrent les étudiants qui souhaiteraient une plus grande homogénéité dans les actions menées.

Au vue des résultats l'UNEF ex-Renouveau a notablement reculé, et ce par sa structure bureaucratique et ses actions «terrorisantes»; néanmoins elle reste une composante non négligeable, renforcée par les nombreux professeurs marxistes de Sciences-Eco. Mais notre attention doit se porter sur l'UNEF-

ACTION ROYALISTE

Depuis le début de la rentrée universitaire, les étudiants royalistes ne chôment pas. Ils savent qu'il est de bon ton aujourd'hui d'arguer de la dépolitisation des facs pour ne rien faire et dissimuler le désert de sa pensée. Ce n'est pas leur style, chacun peut en juger.

Deux problèmes importants ont retenu l'activité de nos militants, les élections universitaires, la campagne de la NAR pour la suppression du service national. Il était normal que les étudiants se mobilisent contre le service national. Outre le fait que le service est rigoureusement inutile d'un point de vue militaire, il gêne les études tout en reproduisant les mêmes tares que celles de l'enseignement.

ENSEIGNANTS/OFFICIERS MEME COMBAT

Bureaucratisés, hiérarchisés, centralisés, sclérosés intellectuellement, critiqués par l'opinion publique les militaires, comme les enseignants sont victimes d'une grave crise d'identité. Touchés de plein fouet par la crise financière ces deux institutions ont les mêmes réactions corporatistes. En fait ces institutions étaient là pour pallier l'absence d'un pouvoir politique capable d'incarner la France dans ses diversités politiques, spirituelles,

régionales. Elles étaient là pour tenter de faire prendre conscience aux jeunes Français qu'ils font partie d'une même nation. En fait on connaît le résultat... Ces deux institutions dans leurs formes actuelles sont étroitement liées à la République et à l'idéologie républicaine. Ne disait-on pas, il n'y a pas si longtemps, que les instituteurs étaient les hussards noirs de la République?

C'est pourquoi les étudiants royalistes collent des affiches un peu partout dans les facs, vendent le premier numéro de «Cité» et le numéro spécial de «R-U» consacrés aux problèmes de Défense. Saluons ici tout particulièrement nos amis Sorbonniens qui, dans une ardeur à nulle autre pareille, ont collé avec une régularité de métro-nome, sur les mêmes panneaux, de semaines en semaines, tout au long du premier trimestre, avec un certain effet de surprise. Nos amis de Rouen, Reims et Nanterre ont commandé de nombreuses affiches et vont se déchaîner dès la rentrée.

LES ÉLECTIONS

Nos militants, d'autre part, participent aux élections universitaires. A Nanterre-Droit, ils ont présenté une liste «Royaliste-Université». Ils ont axé leur

étudiant en nombre de sièges (plus de 30%) cependant la faible participation aux élections doit relativiser cette progression sur les années précédentes.

En définitive le bilan des élections universitaires dresse l'existence d'un «mal» étudiant; d'une crise de conscience post soixante-huitarde. Les temps forts des actions politiques et syndicales sont animés par et pour un minorité d'étudiants auxquels la majorité, blasée, demeure hostile.

Jean-Louis LANHERS

campagne sur deux thèmes : la nécessité de donner une plus grande autonomie aux universités afin de mieux les intégrer aux régions, et l'introduction d'une véritable démocratie universitaire corollaire de cette autonomie. Ils ont obtenu 1,6% des suffrages. Nos vaillants militants rémois (un peu de pom-made ne fait jamais de mal) ont été présents à Reims sur une liste UNEF-ID dominée par la tendance autogestionnaire, proche de nous; louanges leur soient faites. Lors du prochain conseil national de la NAR du 22 janvier, nous reparlerons de notre stratégie étudiante et la réviserons si besoin est, pour assurer une meilleure harmonie de notre action et permettre au plus grand nombre de s'y joindre.

Dès la rentrée, nous comptons mener de nouvelles actions, dont nous vous donnerons le détail le mois prochain. C'est pourquoi le conseil de rédaction de «R-U» vous donne rendez-vous au mois prochain pour la suite des aventures de nos valeureux héros.

Marc SEVRIEN

P.S. Cette année encore, nous tiendrons une session étudiante et lycéenne, fin juin/début juillet, probablement à Etampes. Nous avons décidé de l'axer cette année davantage sur la NAR et ses idées et sur la formation technique. Nos devons fixer la date très vite: Aussi, si vous êtes intéressés, envoyez-nous dès aujourd'hui vos dates d'examens afin que nous fixions la session à un moment qui satisfasse le plus grand nombre. Merci.

D'autre part, l'idée de vacances en Bretagne, associant, détente (baignade, tourisme), propagande (manifestation publique), et formation (video, prise de parole, études) est dans l'air. Cela pourrait avoir lieu du 17 août au 30 août. Parents et enfants seraient les bienvenus. Qu'en pensez-vous ?

I.D. rémoise qui représente l'exception «démocratique» à la règle «autoritaire» de l'UNEF-ID nationale. Soutenant une «liste syndicaliste autogestionnaire» composée de la Tendance syndicaliste autogestionnaire (majoritaire à Reims : marginale au national), des étudiants catholiques, et des ... Royalistes de la NAR (I), elle obtiendra les suffrages des votants réticents au bureaucratisme communiste et hostile à l'UNI et à ses satellites plus revanchards que jamais. L'UNEF-ID devient ainsi à Reims le premier mouvement

quel avenir pour le français?

On peut se demander ce qu'il va advenir de notre langue dans le domaine scientifique ? On y observe tous les jours les progrès de l'influence de l'anglais. Sous le couvert du besoin de communiquer les résultats des recherches à l'échelle mondiale, on privilégie de manière démesurée la langue anglaise, réduisant le français à une langue incapable de véhiculer la science.

D'abord quelques faits : certains apparaissent anodins, d'autres moins, mais tous révèlent bien la réalité du problème.

L'INFORMATIQUE

L'informatique, comme il est désormais démontré, est voué à un essor rapide en France. Pour programmer tous ces appareils, une seule solution : apprendre les langages informatiques, que ce soit le «basic» (micro-ordinateur), le «cobol» (principalement utilisé pour la gestion) ou le «fortran» (surtout utilisé par les scientifiques). Les quelques mots nécessaires à une maîtrise suffisante de cette discipline sont d'origines étrangères...

Loin de toute xénophobie, cette remarque, apparemment sans importance, révèle un état de fait...

Ces quelques mots, noyés dans l'océan du vocabulaire français utilisable à cet effet, n'auraient que peu d'importance s'ils étaient employés ni plus ni moins souvent que leur traduction française. Mais la réalité est tout autre. Répété des dizaines de fois dans un même programme et utilisé tout autant, ce vocabulaire restreint (moins d'une centaine de mots) tend à s'arroger le monopole du vocabulaire employé. On ne parle plus d'obtenir la liste des ordres, mais de LISTER, d'imprimer mais de PRINTER.

Ainsi CATALOGuer et ÉDITER ont acquis un sens nouveau. Il ne reste plus aux néophytes qu'à se soumettre aux nouvelles lois du vocabulaire «made in USA».



Nous ne pourrions, pour se faire, que trop leur conseiller les ouvrages parus sur ce thème, comme celui d'Etiemble «Parlez-vous franglais» qui, au moins, ont l'avantage si ce n'est de vulgariser l'anglicisation du français, de rapporter des droits d'auteurs.

La concision nécessaire à la bonne rédaction des programmes doit-elle forcément passer par le remplacement du français par un succédané qui n'est même plus de l'anglais, ni d'ailleurs de l'américain ?

Les Québécois ont déjà résolu ce problème et ont créé un langage (basic) directement compilé en français. Cet espoir, né outre-Atlantique ne risque-t-il pas de se voir limiter quand on remarque le peu d'empressement que la France porte à soutenir une telle initiative. Le marché francophone est-il négligeable ? N'y a-t-il pas là un débouché intéressant pour notre industrie ?

LES SCIENCES

Un autre exemple, celui des sciences physiques ou naturelles : à quelque niveau que ce soit, il n'y a d'espoir de se voir écouter, lors des colloques internationaux, s'il n'est fait abstraction de sa propre langue au profit de l'américain. Lors des réunions de spécialistes, mais aussi dans toute la littérature scientifique destinée aux chercheurs et aux étudiants. Conséquence de l'égoïsme forcené et de l'ambition hégémonique actuelle des Amé-



ricains, les autres langues sont réduites à des rôles secondaires. Le français, l'espagnol, l'italien, l'allemand seraient-ils incapables de véhiculer la science ? Non ! Alors pourquoi nos scientifiques boudent-ils la langue ? et préfèrent-ils céder ? Seraient-ils si dociles aux abus d'outre-Atlantique ? ... S'ils préfèrent courber



l'échine devant ce diktat, c'est qu'ils n'ont pas le choix, du moins en France. Les crédits nécessaires à la consécration de leurs travaux sont rares et trop chichement accordés pour refuser la publicité internationale que donnent à leurs travaux des colloques fussent-ils en anglais.

Sans tomber dans l'excès inverse et refuser de s'ouvrir sur le monde extérieur, source de nouvelles connaissances, il est cependant regrettable, que la bibliographie proposée aux étudiants soit essentiellement composée de livres en anglais.

Bien entendu, ce ne sont là que deux exemples, parmi d'autres moins évidents. Telle la présence d'explication indiquées en anglais, sur les commandes des appareils sophistiqués de laboratoire «POWER» (pour «marche»), «STOP» (pour «arrêt»), pour les plus simples...

Cela a parfois comme conséquence, les lapsus des chargés de TD qui ne trouvent plus leurs

mots en français, mais se les rappellent en anglais !

UNE SITUATION DE CRISE

Tout ceci est révélateur d'une situation de crise. Le français ne sera bientôt plus utilisé que dans les salons, par un sous prolétariat de la recherche ou par des étudiants en mal d'identité.

Face à cela qu'ont donc fait les gouvernements, car la crise ne date pas d'hier.

Le général de Gaulle a été le premier, dans ce domaine, à œuvrer pour la défense du français. Il décida en 1966 la création du Haut Comité de Défense de la Langue Française. Chargé de sa diffusion et de sa protection. Ce comité créa en 1972 des commissions de terminologie dans tous les secteurs afin de faire l'inventaire des lacunes du vocabulaire et de proposer des nouveaux termes.

Ces comités, composés d'éminents professeurs et de spécialistes des problèmes considérés, ont réussi à limiter les dégâts mais beaucoup reste à faire. Nous avons interrogé deux de ces professeurs spécialisés.

ENQUETE AUPRES DE DEUX SPÉCIALISTES

L'un, professeur, docteur ès Lettres, a été chargé d'étudier l'impact du français aux Etats-Unis et d'établir un rapport sur la terminologie en médecine. Il a bien voulu nous éclairer sur certains points.

Tout d'abord en ce qui concerne l'attitude américaine. Il est vrai que la plupart des scientifiques américains ne font aucun effort pour qu'un dialogue dans des langues différentes de la leur puisse s'instaurer; il est né aux Etats-Unis, depuis la fin des années 70, un mouvement populaire réclamant le retour vers les contacts avec le monde extérieur. Sous le président Carter un mouvement a été amorcé et un vaste programme a été voté (recommandation des études étrangères, financement des programmes, créations des bibliothèques nationales où se trouveraient ... des

bibliographies des auteurs étrangers) permettant de relever le français du niveau où il était tombé.

«Entre 1970 et 1974. Dans un échantillon représentatif de 400 universités (américaines) les inscriptions aux cours de français ont baissé de 30%» (1). Mais depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir, on assiste à un net ralentissement de cette politique et les bonnes résolutions prises, il y a peu, ne firent pas long feu : «Je regrette de devoir dire que le Congrès ne vota pas un «penny» pour changer en actions réelles nos bonnes intentions.» (2) dit un député devant le Congrès américain.

Afin d'augmenter l'audience du français à l'étranger et le mieux défendre en France notre spécialiste a bien voulu nous confier plusieurs de ses propositions :

«L'avenir du français passe par deux points essentiels d'une part sa protection en France et d'autre part l'intérêt qu'on y porte dans les autres pays. Cette deuxième partie est fondamentale car une discussion directe, sans interprète, est toujours préférable au dialogue dans une seule langue. L'ouverture vers une culture différente est nécessaire



pour connaître les données du problème vu par le partenaire et cela seule la connaissance de la langue permet de le faire. Il faut donc organiser un enseignement concret. Faire apprendre le français par les spécialistes pour mobiliser les personnes intéressées, par l'utilité que le français peut leur apporter. Il faudrait que la France se réveille un peu. Le Français peut retrouver sa place dans le concert des langues les plus étudiées.»

Pour clore ce dossier sur le français et son avenir, voici d'après un autre professeur, celui-ci directeur du Département Communication et Langues d'une grande école parisienne, les propositions auxquelles il nous a permis de faire écho. Spécialiste de la communication il est fréquemment consulté par les commissions de terminologie scientifique.

«Il s'agit d'opérer sur trois plans distincts, mais complémentaires :

1/ LE PLAN ECONOMIQUE

Augmentation massive des exportations de produits spécialisés de façon à contraindre les pays étrangers à connaître le français (liens nécessaires pour la formation des contrats) et l'organisa-



TRIBUNE nar

suite de la page 2

la «Menace soviétique», donc incapable d'assurer son indépendance nationale, et de plus empreinte d'une forte colonisation américaine.

Une France dans un monde où le communisme et le capitalisme entretiennent une secrète complicité de «pourrissement» du Globe.

Face à tout cela, je pense qu'un homme, sans appartenance politique, qui arbitrerait un gouvernement où se mêlerait toutes

tion de cours de langue économique française, destinées aux industriels étrangers (formation à la charge des industries étrangères).

2/ LE PLAN SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Augmentation des crédits à la recherche industrielle et aux résultats de cette recherche. Publier des extraits en anglais incitant les bénéficiaires de cette technologie à lire les rapports détaillés in extenso en français. De plus, sur ce plan, il faudrait briser le quasi monopole des Américains en ce qui concerne les informations sur les banques de données. C'est-à-dire créer des banques en France, à la disposition des étrangers. Il faut de plus compléter les leurs.

3/ ENFIN LE PLAN CULTUREL

Il faut se tourner vers les intellectuels et attirer, lors des colloques, le plus de monde possible et non uniquement l'élite comme cela se fait actuellement car c'est en sensibilisant le plus de personnes sur ce thème que le français retrouvera sa place».

X. B.

(1) Raymond-J Cormier, dans l'article «Survie après Babel 1» - «New York Times» du 15 octobre 1975.

(2) John Brodemas dans le «Chronical of higher education», le 21 avril 1982.

les tendances politiques caractérisant le peuple français, serait la meilleure façon de faire retrouver à la France une vie politique saine, une indépendance nationale souple et sûre, une renaissance de l'économie française, un assainissement de la culture nationale, et ainsi, par cette expérience, redonner au monde l'espoir que «tout n'est pas fini».

Et qui, mieux qu'un roi, pourrait faire l'affaire ?

Olivier L.
Nanterre

APPEL AU VOTE

Comme vous le savez sans doute, dans quelques jours vont avoir lieu les élections aux conseils d'UER des universités. C'est pour nous étudiants l'occasion de défendre nos intérêts afin d'assurer une meilleure qualité de l'enseignement dispensé.

Mais pour qu'une véritable démocratie puisse exister au sein de ces conseils, deux conditions doivent être réunies : une participation massive et de nombreuses voix pour les candidats royalistes qui seuls défendent un projet universitaire cohérent et qui par leur présence apporteront un renouvellement de la vie démocratique, hors des clivages politiques habituels.

Alors, même si vous n'êtes pas un royaliste convaincu mais si vous approuvez le projet universitaire que nous défendons, si vous souhaitez que des idées nouvelles puissent être défendues par des hommes nouveaux, il faut voter pour les candidats royalistes.

Christian B.
Boissy-St-Léger

«Royaliste-Université»
directeur : Y. AUMONT
rédacteur en chef :
J.-M. TISSIER
commission paritaire :
51 700
imprimé par nos soins
Tél. : 297.42.57

la Corse contre Vercingetorix

«Gaulois dehors». Ce slogan n'est pas celui des foules romaines protestant contre l'intervention impérialiste de Brennus dans la cité éternelle, mais celui que les lycéens «nationalistes» bombent sur les murs des lycées corses. (1)

La grande presse, la télé, particulièrement, parle peu de cet activisme lycéen. Pourtant il permet de donner au malaise corse une dimension intéressante. Ces slogans en effet ne sont pas innocents tant du point de vue tactique que politique. Les lycéens nationalistes sont minoritaires et, en tant que tels, doivent trouver des thèmes de complot susceptibles de toucher un public assez large. Or comme le rétorquait récemment deux professeurs de l'île de beauté : «Dans une classe il y a toujours quatre ou cinq jeunes qui ont un très grand attachement à leur langue et à leur culture» et «Ils sont déjà politisés». Pour tous, la culture régionale est un thème important. (2)

On le voit bien. Les jeunes corses ont le souci de leur identité et par là même mettent en cause un certain type d'enseignement et de société. L'enseignement, c'est celui de la laïque de Jules Ferry, avec ses mêmes programmes pour tout le monde. Bref, celui de la République une

et indivisible. La nôtre et la violence qu'elle secrète. Car il s'agit bien de violence fondée sur les mêmes motivations que la violence physique : nier l'autre, lui refuser toute existence. L'agression physique, quand elle a lieu n'est que le résultat de cette négation de l'être, l'effet d'une cause. Parfois cela se réduit à des pneus crevés, mais parfois aussi cela tue.

C'est ainsi que se disloque le tissu social français; et ce ne sont pas une simple décentralisation juridique et un recours à la force qui résoudront le problème. Dommageable est le fait que la nouvelle assemblée corse n'ait qu'un pouvoir de proposition en matière d'enseignement, et que le débat actuel sur le dit enseignement se réduise à une histoire de gros sous. Enfin l'université de Corte est, dans sa conception, un échec, puisqu'elle ne permet pas le développement de l'identité corse. (2)

Il faut d'autre part condamner une certaine conception de l'information, surtout télévisée, qui tient du show de variété. Caractéristique à cet égard a été l'édition de Soir 3, du 29 décembre. Un correspondant local de la station a vilipendé le présentateur parisien parce qu'il parlait de «nouvelle vague» d'attentats en Corse à propos des sept plas-

ticages de la nuit précédente. Or ces sept attentats ne constituaient en rien une nouvelle vague, que l'on s'était bien gardé de parler de ceux des jours précédents, tout aussi graves.

Mais «7 attentats» disait-il, cela fait beaucoup plus spectaculaire. On crée ainsi un climat de psychose et un désir d'ordre. C'est Rocca Serra qui va être content !

Le retour du bâton c'est un régionalisme qui tourne parfois au racisme et au fascisme. En témoigne la dernière campagne de l'Union des Lycéens Nationalistes contre la drogue. Dans un tract, on pouvait lire, paraît-il, «la drogue est un des aspects du colonialisme français. Elle asservit la jeunesse corse, elle est un facteur de dépravation et de destruction mentale. La police coloniale ne fait rien pour enrayer le fléau... Il existera toujours une jeunesse consciente pour affirmer l'identité de la nation corse». La France est ici assimilée à un microbe, à un fléau. Dès lors, elle est déshumanisée, il n'est plus possible de discuter avec elle. On oppose une jeunesse «saine» à un pays et à une jeunesse décadents, abrutis et malveillants. C'est ce que Serge Quachuppani appelle le racisme microbien aux relents de fascisme certain. (3)

En fin de compte le vrai problème est celui de l'unité de la nation dans le respect de l'autonomie du corps social. Or, comme le déclarait JP Dupuy à «Royaliste» (4) : «Un être autonome réalise son unité en se séparant, en se mettant à distance de lui-même... or ce paradoxe est peut-être indépassable, une société ne peut réaliser son unité qu'en un lieu extérieur à elle.» Cela suppose donc une instance politique indépendante du corps social, mais dans laquelle chacun puisse se reconnaître. Vous voyez où je veux en venir ?

R. PASTINELLI

Tribune : AVIS AUX JEUNES ÉCRIVAINS

La maturité de l'écriture ne doit rien à l'âge de l'auteur. La littérature regorge d'œuvres d'écrivains de moins de 20 ans.

Mais la production adulte de ces auteurs a souvent noyé leurs premiers fruits. Régulièrement, le milieu des Lettres ignore les œuvres et les agissements des nouvelles générations littéraires.

Nous sommes plusieurs poètes ou prosateurs réunis en académie et persuadés que l'écrivain se ressent toujours de ses premières pages.

Vous écrivez : venez nous rejoindre. Nous saurons ensemble réaliser nos objets communs.

L'Académie des jeunes auteurs a déjà concrétisé son action par deux prix. Notre revue, «Le livre des jeunes auteurs» numéro 1, vient de paraître.

Profitez des services de l'Académie. Participez à nos réflexions. Demandez le numéro 1 de notre revue. Écrivez dans le numéro 2.

ASAF

1 bis, rue de la République
78100 St Germain-en-Laye

Rue de la République ou pas, nombreux poètes royalistes, écrivez-nous vite !

(1) «Le Monde»

(2) «Royaliste-Université» 17 : «Corte ou les affres du centralisme».

(3) in Serge Quachuppani «Les infortunes de la vérité». Olivier Orban. Le chapitre «Sexe et microbe, une thématique de la terreur».

(4) «Royaliste» 371.

Mobiliser... C'est-à-dire rendre mobiles nos militants... Ce n'est pas toujours facile car se pose immédiatement un problème d'argent. Une session à Paris ou en province, un congrès, les journées royalistes, c'est tout de suite la croix et la bannière pour faire venir les adhérents. Mais peut-être ne connaissez-vous pas certains moyens de rendre vos voyages moins chers. Connaissez-vous par exemple «Allostop», publicité gratuite. Voici de quoi il s'agit :

L'Association Allostop vous met en rapport avec des automobilistes moyennant une participation aux frais.

COMMENT PROCEDER

Passez vous-même inscrire quelques jours à l'avance. Vous pouvez aussi vous faire inscrire par correspondance.

Vous aurez à verser 100 F de cotisation annuelle. Cette somme, non remboursable vous donne droit à une carte de membre de l'association valable pour un nombre de voyage illimité pendant

un an et à l'utilisation de tous les bureaux «Allostop».

Si vous ne désirez voyager qu'une seule fois, vous pouvez aussi verser la somme de 28 F. A cela s'ajoute une participation aux frais kilométriques versées directement à l'automobiliste adhérent à «Allostop». L'automobiliste ne réalisant aucun bénéfice, les passagers sont considérés comme transportés à titre gratuit et sont des tiers dans le véhicule, couverts par l'assurance minimum obligatoire.

QUELQUES ADRESSES

Aix-en-Provence
3, rue du Petit-St-Jean
38.37.51.

Angoulême
10, rempart de l'Est
92.98.99

Bordeaux
5, rue Duffour-Dubergier
48.55.50

Cannes
(lundi, mardi, jeudi, vendredi,
de 15 h à 19 h)
23, av. Georges Picaud
38.60.88

Nice
80.93.95 (le mercredi)

Grenoble
1, passage du Palais
Jardin de Ville
54.70.38
(de 17 h à 18 h)

Le Havre
117, bd de Strasbourg
22.63.02

Lille
Office du Tourisme
Palais Rihour
57.96.69
(de 16 à 19 h)

Limoges
- service gratuit -
3, rue Jules Guesdes
77.53.53

Lyon
8, rue de la Bombarde
842.38.29
(de 15 h à 19 h)

Nantes
10, rue Lafayette
89.04.85

Paris
84, passage Brady 75010
246.00.66

Poitiers
88.64.37

Rennes
au CIJ Bretagne
64, rue Gambetta
30.98.87

Rouen
(association ADOC)
70, rue d'Amiens
71.45.10
(de 14 h à 19 h)

Toulouse
Oc'Stop
1 ter, rue du Languedoc
53.82.92
de 15 à 19 h



IL EXISTE D'AUTRES ASSOCIATIONS

Par exemple à Paris :

Ecoostop, 163, rue du Chevaleret
75013
586.35.33

Paris-Stop
35, rue Jacob 75006
260.42.09
(carte annuelle : 60 F ou 20 F pour un voyage - participation aux frais d'essenc
fixée à 12 cts du km.)